

Promouvoir la Genève internationale

AERIA+ : UN NOUVEL ACTEUR POUR DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DE L'AÉROPORT DE GENÈVE

En février dernier, une nouvelle association a vu le jour. Constituée par six acteurs romands d'importance au service de l'économie et des relations internationales, AERIA+ (Association économique romande pour une infrastructure aéroportuaire performante) s'est donné pour objectif de promouvoir une infrastructure aéroportuaire forte dans l'intérêt économique régional.



Pour les membres fondateurs de cette association créée en novembre 2021, l'Aéroport de Genève joue un rôle capital dans la dynamique économique lémanique et dans le rayonnement de la Genève internationale: dans la région se côtoient quotidiennement multinationales, PME, institutions centenaires tout autant que start-up, ainsi que de nombreuses organisations internationales, fédérations sportives ou institutions culturelles d'importance. Or, bon nombre d'entre elles sont des acteurs d'influence dans le domaine de l'import/export de marchandises, de services internationaux, du tourisme, de l'éducation, de la recherche ou encore de la culture. C'est pourquoi la desserte internationale de ce territoire revêt un rôle majeur dans ces échanges économiques. « Les relations aériennes sont indispensables pour rester en contact avec les fournisseurs essentiellement » indique le président d'AERIA+, Jean-Marc Probst. Et selon les chiffres de 2019, la plateforme aéroportuaire est un véritable moteur économique. Elle a ainsi généré une plus-value économique de CHF 4,1 milliards, ce qui représente environ 33 600 emplois directs, indirects et induits.

L'association fait donc non seulement face à des enjeux économiques régionaux, mais également à ceux de l'infrastructure aéroportuaire elle-même. Historiquement, l'Aéroport international de Genève est l'une des plus anciennes plateformes aéroportuaires. Créé en 1920, c'est un établissement public autonome qui appartient à l'État de Genève et qui dispose d'une concession d'exploitation fédérale liée à un plan sectoriel (PSIA), qui fixe les objectifs et les exigences. Or, il traverse actuellement une période complexe remplie de contraintes multiples, notamment : une accentuation de la politisation des enjeux au regard de l'initiative cantonale 163 « Pour un pilotage démocratique de l'Aéroport de Genève » – qui souhaite que le développement de l'aéroport ne se fasse pas au détriment de l'environnement et de la santé des habitants – et des objectifs climatiques importants, car il se doit de contribuer à la réduction des gaz à effet de serre. Finalement, pour chapeauter le tout, le contexte sanitaire de ces deux dernières années, avec les restrictions de voyage qui en ont découlé, a particulièrement mis à mal l'aviation commerciale, en la faisant plonger dans une très longue crise dont elle peine à sortir, particulièrement lorsque l'on tient compte des infrastructures dont les coûts fixes sont très élevés.

Photo page de gauche, de gauche à droite :

SECRÉTARIAT : Erik Simonin | Secrétaire général

COMITÉ : Philippe Miauton, Directeur – CVCI

Fabrice Eggly, Membre du Conseil de la Fondation pour Genève

Larissa Robinson Moser | Trésorière, Secrétaire générale –

GEM (Groupement des Entreprises Multinationales)

Fred Herren | Vice-Président, Membre du Comité – CCIG

Jean-Marc Probst | Président, Président – Probst Group Holding SA

Jean-Marc Beyeler, Responsable du service juridique – Centre Patronal

Vincent Subilia, Directeur général de la CCIG, organisation ayant initié le projet à l'origine de l'initiative.

(manque sur la photo : Blaise Matthey, directeur général de la FER Genève).

**Un aéroport fort doublé
d'un environnement de qualité représente
un catalyseur de l'attractivité économique
de toute une région.**

“

Dès lors, la volonté d'AERIA+ peut sembler à première vue paradoxale quant à la situation actuelle de l'aéroport, car pour le président de l'association, point de décroissance à l'horizon. Au contraire, elle entend bien contribuer à la compétitivité de l'infrastructure aéroportuaire romande, par sa participation au débat public, par le biais d'études thématiques et dans le respect des principes de durabilité. En effet, toujours selon Jean-Marc Probst : « la performance d'un aéroport se mesure aussi à sa contribution à la réduction de l'impact environnemental (...) une infrastructure aéroportuaire doit être en mesure d'évoluer en permanence afin de répondre aux besoins et aux exigences changeantes ». Ainsi le défi est complexe : des solutions viables ne peuvent émerger que de l'interaction entre les différentes compétences.

Or, l'objectif principal d'AERIA+ est de valoriser les intérêts communs et de mettre en avant les opportunités qui en découlent. Pour ce regroupement, un aéroport fort doublé d'un environnement de qualité représente un catalyseur de l'attractivité économique de toute une région. Ce qui signifie que les nuisances générées par une telle infrastructure doivent également être prises en compte de manière pragmatique. L'association souhaite donc faciliter cet échange de manière constructive en proposant des solutions durables sur les plans économique, social ou environnemental, et ce, afin de pérenniser l'avenir de cette infrastructure.

Pour ce faire, AERIA+ vise à représenter les besoins et intérêts de l'économie romande en matière de desserte aérienne lors des débats politiques cantonaux et fédéraux, ainsi qu'au niveau médiatique. Elle souhaite également servir d'interface entre les milieux économiques et l'aéroport, particulièrement au niveau stratégique, et des besoins tout en voulant attirer l'attention de l'opinion publique de l'importance de l'aéroport international de Genève pour l'économie romande. ■

Les membres fondateurs d'AERIA+ comptent la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG), la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (CVCI), la Fédération des entreprises romandes Genève (FER), la Fondation pour Genève, le Centre patronal et le Groupement des entreprises multinationales (GEM). Les associations de la Fédération des entreprises romandes dans les cantons de Fribourg, du Valais, de Neuchâtel et du Jura ont également accompagné le processus de création.